Casablanca

(Dar el-Beïda) (Voir Anfa*, E.B. V, p. 657-658)

E.B. et J.-C. Santucci

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/encyclopedieberbere/2096>

DOI : [10.4000/encyclopedieberbere.2096](https://doi.org/10.4000/encyclopedieberbere.2096)

ISSN : 2262-7197

Éditeur

Peeters Publishers

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 1993

Pagination : 1812-1822

ISBN : 2-85744-581-4

ISSN : 1015-7344

Référence électronique

E.B. et J.-C. Santucci, « Casablanca », *Encyclopédie berbère* [En ligne], 12 | 1993, document C28, mis en ligne le 01 mars 2012, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/encyclopedieberbere/2096> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/encyclopedieberbere.2096>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Casablanca

(Dar el-Beïda) (Voir Anfa*, E.B. V, p. 657-658)

E.B. et J.-C. Santucci

Plan de Casablanca en 1907 (extrait de l'illustration du 10 août 1907)

Des origines à la fin du Protectorat (E.B.)

- 1 Principale ville du Maroc qui succéda à Anfa*. Après la destruction d'Anfa par les Portugais au XV^e siècle, la ville resta en ruine, servant d'abri à quelques Bédouins et parfois d'aiguade aux navires. Une maison blanchie à la chaux et qui dominait les ruines servait d'amer aux marins portugais qui désignèrent le lieu sous le nom de Casabranca, dont les Espagnols firent Casablanca ; le nom arabe en est la traduction.

- 2 C'est le sultan alaouite Sidi Muhammad ben Abd Allah qui releva les murs au XVIII^e siècle, à une date qui n'est pas exactement connue, sans doute au lendemain de l'évacuation de Mazagan par les Portugais, en 1769 : craignant un retour offensif des Chrétiens, il voulut combler ainsi le vide défensif qu'il y avait entre Rabat et Mazagan. Comme à Rabat et à Larache, il construisit à Dar el-Beida une redoute capable de porter de l'artillerie. Selon la tradition, il repeupla la ville en y installant des Berbères Haha de la région d'Agadir et des Ahl al Bukhari venus de Méknès. Au début du XIX^e siècle, les voyageurs qui passent à Casablanca la décrivent encore comme un amas de ruines où les hommes campent plus qu'ils n'y habitent. Comme Fedala (actuellement Mohammédiya) et Mansouriya, elle servait de gîte d'étape au Makhzen sur la route de Rabat à Marrakech.
- 3 Le commerce des grains, principale exportation du port de Casablanca, fut concédé en 1782 à une compagnie espagnole de Cadix puis, en 1789, à une compagnie madrilène, mais à la suite de la révolte du gouverneur des Chaouïas qui avait établi sa résidence à Casablanca, le sultan Moulay Sulayman ferma le port (1792) et ramena à Rabat les négociants chrétiens. Le port ne fut rouvert qu'en 1830 par Moulay Abd er-Rahman. Les premiers commerçants européens reviennent à partir de 1840 et surtout 1852. Ce sont d'abord des Français, envoyés par les manufactures de Lodève, à la recherche de laines brutes. Ils seront bientôt suivis par les Anglo-Gibraltariens, des Allemands, des Portugais, des Espagnols. Le premier vice-consul européen est installé en 1857. Désormais malgré des périodes de marasme dues aux crises économiques européennes ou à des causes locales (sécheresse, épidémies), la petite colonie étrangère grossit. Des lignes de navigation à vapeur (Paquet) font escale à Casablanca. Le commerce se développe : en 1906, avec 14 millions de francs-or, le trafic du port dépasse celui de Tanger.

Principaux types d'habitat à Casablanca en 1960 (d'après l'*Atlas du Maroc*).

- 4 A la suite de l'emprunt de 1904 et de la Conférence d'Algésiras en 1906, des fonctionnaires français contrôlaient les douanes à Casablanca et des travaux menés par une compagnie française avaient été entrepris pour aménager le port. Ces faits inquiétèrent les tribus chaouïas des environs et, le 30 juillet 1907, des ouvriers européens furent assaillis et tués. L'intervention d'un navire de guerre français déclencha le pillage de la ville et notamment du quartier juif. La ville fut bombardée le 5 août. Une escadre française arriva le 7 août et débarqua 2 000 hommes commandés par le général Drude. L'Espagne envoya également une escadre et des troupes. Repoussant de proche en proche les tribus en guerre, le corps expéditionnaire français

occupa peu à peu tout le pays chaouia. Ce fut le début des événements qui aboutirent à l'établissement du Protectorat français en 1912.

- 5 Le prodigieux essor de la ville est dû à la décision de Lyautey d'y construire le grand port du Maroc. Mais cette décision aurait été sans doute différente si Casablanca n'avait connu déjà une certaine activité économique, du fait de la présence d'une colonie européenne assez importante et de la nécessité de ravitailler le corps expéditionnaire. Le port moderne, de 84 hectares, entièrement artificiel, est protégé de la haute mer par une jetée de 3 180 mètres et dispose de 4 870 mètres de quais en eau profonde. Son trafic tourne autour de 15 millions de tonnes ; il est constitué à l'exportation de marchandises peu élaborée et de matières premières : phosphates, minerais divers, agrumes et primeurs. Les hydrocarbures sont en tête des produits importés, viennent ensuite les produits industriels. Le port de Casablanca voit passer les quatre cinquièmes du commerce extérieur du Maroc. Devenu un important centre industriel, le premier du pays, Casablanca vit essentiellement du commerce, extérieur mais aussi intérieur car la ville draine les produits venus de la région sud du Maroc et en redistribue la plus grande partie dans l'ensemble du royaume. La ville devenait en même temps la seule place financière du pays et sa capitale économique. Cette concentration d'activités explique sa croissance gigantesque.

Casablanca aujourd'hui (J.-C. Santucci)

- 6 Capitale économique du Maroc, Casablanca doit la place prépondérante qu'elle occupe dans l'espace urbain et le rôle central qu'elle assume dans le système socio-économique, à la longue tradition d'ouverture à l'Occident qui a marqué l'histoire du Maroc aux XIX^e et XX^e siècles, et à un positionnement exceptionnel de la ville dans la géographie du pays. Entamée par des traités commerciaux et consacrée par le régime du Protectorat, l'orientation du Maroc vers l'Europe par sa façade atlantique a non seulement inversé le flux des échanges Nord-Sud qui jusqu'alors assurait la prépondérance des villes impériales de Fès et de Marrakech, mais conforté le développement de ce cordon littoral du « Maroc utile » au sein duquel Casablanca allait puiser les ressources de son essor urbain et devenir très vite le principal pôle de croissance.
- 7 Née pratiquement au moment de l'apogée de la révolution industrielle et de l'expansion européenne du capitalisme bourgeois, la ville a fondé sa croissance à partir des atouts naturels de sa position stratégique d'escale et de port pour les grandes lignes maritimes du commerce international. Le développement des infrastructures portuaires puis des communications routières et ferroviaires que sa situation et son environnement géographique facilitaient largement, ont contribué à accroître de manière irréversible ses capacités d'attraction démographique et de concentration économique, suivant un processus cumulatif d'hyper-urbanisation qui allait marquer définitivement l'organisation de l'espace marocain et creuser inexorablement la distance sociale, culturelle et économique entre Casablanca et le reste du pays.
- 8 Les conditions de sa croissance et de son développement la distinguent des autres grandes métropoles du Maghreb telles qu'Alger et Tunis qui cumulent les statuts de grande ville et de capitale du pays. Sans être le siège du gouvernement ni de l'administration centrale, qui sont installés à Rabat, elle n'en constitue pas moins le centre privilégié des activités, de la population et des pouvoirs de décision économique.

A l'image de son port auquel son destin est indissolublement attaché, elle est à la fois la source, le refuge et l'escale d'où partent, où arrivent et par où transitent les principaux flux matériels, humains et financiers qui animent l'économie et structurent l'espace du Maroc, au point de lier d'une certaine manière la nature et les enjeux du développement économique et social du pays à sa propre évolution.

- 9 Sur le plan démographique, l'évolution récente de sa population urbaine témoigne d'un extraordinaire dynamisme. Plus du quart des ménages urbains du pays vivent aujourd'hui à Casablanca, dont la population atteint selon le dernier recensement de 1982, 2 263 49 personnes pour la wilaya et 2 139 000 pour la ville elle-même. En 80 ans, la population de la petite cité du début du siècle s'est trouvée multipliée par 90. Les dernières estimations portent ce chiffre à 3 millions d'habitants et les projections à l'an 2000 évaluent sa population à 4 millions d'habitants. Dans les années soixante, Casablanca a retiré, au regard des grandes villes de plus de 100 000 habitants, les plus grand profit de la redistribution interne de la population marocaine, et bénéficié notamment du plus fort apport migratoire des campagnes. Certes, le recensement de 1982 laissait apparaître un redéploiement plus diversifié des flux migratoires internes au profit des petites et moyennes villes. Mais le rayonnement reste néanmoins très marquant puisqu'elle a su attirer à elle seule 20 % de l'effectif des mutations migratoires inter-urbaines (plus de 200 localités) soit près de 37 % de l'ensemble des contingents d'immigrés reçus par les 12 plus grandes villes du pays. Toutefois le mouvement croissant d'urbanisation de ces dernières décennies a conduit à réduire la proportion des ruraux attirés directement par Casablanca. Selon des données récentes, les flux migratoires vers cette métropole tendent vers un équilibre entre les ruraux et les urbains. Elle accapare néanmoins à elle seule près du tiers de la masse globale de ceux qui ont choisi de se fixer dans une ville de 100 000 habitants et elle demeure le pôle privilégiée pour l'exode rural à l'échelle nationale. Ce sont les provinces du Sud qui alimentent essentiellement (75 % contre 25 % de la zone Nord) le réservoir casablancais de leurs excédents de populations, avec un apport à dominante rurale alors que celui des provinces du Nord est à dominante urbaine. Ce sont les populations rurales des plaines littorales atlantiques, dans un rayon de 200 km qui ont le plus contribué à accroître le peuplement exogène de Casablanca. Quant à l'immigration urbaine, qui s'est nettement accélérée au cours de ces dernières années, celle originaire des villes du Sud s'est installée à Casablanca à l'époque coloniale alors que les villes du Nord semblent avoir « découvert » cette métropole après l'indépendance. En outre, c'est depuis 1956 que son rayonnement migratoire a été le plus fort puisqu'en 1982 y vivaient beaucoup plus d'immigrés arrivés depuis l'indépendance que pendant les 44 ans de Protectorat.

L'exode rural vers Casablanca d'après le recensement de 1960. Chaque trait représente 250 chefs de famille (extrait de J. Martin et alii, *Géographie du Maroc*).

- 10 Très représentative des grandes mutations socio-spatiales du Maroc, Casablanca en reflète également les tendances récentes d'ordre qualitatif et structurel qui conduisent à une stabilisation relative des mouvements migratoires à l'échelle nationale et à une « déruralisation » progressive des grandes villes du pays. En plus de son poids démographique qui représentait en 1982 pour la wilaya, 12 % de la population totale et 26 % de la population urbaine, Casablanca demeure le principal foyer industriel marocain, malgré les tentatives successives d'encouragement au redéploiement régional des investissements, décrétées par le législateur en 1960, 1973 et 1983. De 1973 à 1982, la masse des investissements agréés est passé de 488 millions de DH à 2534 millions de DH et la progression de l'emploi dans le secteur industriel qu'a connue le Maroc dans les années 1960 et 1970 s'est opérée particulièrement en faveur de Casablanca qui abritait en 1987 l'essentiel de l'appareil productif national tant au niveau quantitatif (56 % des unités) que qualitatif (54 % des salariés). Au plan sectoriel, la ville offre une structure industrielle diversifiée, monopolisant des secteurs porteurs et de haute productivité (chimie, métaux électroniques...) et rassemble la moitié de la main d'œuvre du textile et de l'agro-alimentaire du pays, 70 % de celle du cuir, et les trois quarts de celle de la mécanique, métallurgie et chimie.
- 11 Quant à la structure par taille, on y retrouve les traits principaux de l'industrie propres aux grandes villes du Tiers Monde, à savoir un foisonnement de petites unités à caractère semi-artisanal et une polarisation de l'emploi dans un nombre limité de grosses entreprises.
- 12 En matière de transports et de communications, Casablanca dispose des infrastructures et des équipements les plus modernes et les plus diversifiés qui en font le centre nodal des échanges nationaux et des liaisons entre le Maroc et le monde extérieur. Elle

cumule les atouts du plus grand port de marchandises avec les avantages du seul grand aéroport de classe internationale, et d'autres facilités telles que la proximité du port pétrolier de Mohammedia et la convergence des principaux aménagements de transports terrestres comme la liaison autoroutière et le doublement de la voie ferrée entre Rabat et Casablanca.

- 13 Lieu de concentration du secteur tertiaire de haut niveau elle constitue le principal centre de décision en matière économique à l'échelle nationale. Siège de nombreux offices et régies publics ou semi-publics aux pouvoirs économiques considérables (l'Office Chérifien des Phosphates entre autres), elle doit encore plus son leadership économique à la puissance financière que lui confère la localisation de tous les sièges sociaux de banques privées et para-étatiques, de compagnies d'assurances, et la quasi-totalité des organismes de crédits et de holding. La centralisation de la décision financière se concrétise à travers l'existence de puissants groupes d'intérêts familiaux qu'une étude récente (SAADI, S.M., 1984) a permis d'identifier et qui contrôlent plus de 220 sociétés dans divers secteurs économiques répartis à l'échelle nationale. Parmi eux, l'O.N.A.(Omnium Nord-Africain) le groupe Karim Lamrani et le groupe M. Ali Kettani maîtrisent 141 sociétés, soit 64 % de l'ensemble.
- 14 La structure de ces groupes se rapproche de celle d'un conglomérat financier, dont les interventions sont essentiellement centrées sur le domaine industriel (près de la moitié des sociétés et deux-tiers des emplois) et surtout dans les secteurs légers à faible effet d'entraînement (Textile et Alimentaire). La plupart des grands secteurs de ces groupes sont représentés dans le grand Casablanca qui rassemble à lui seul 57 % des emplois totaux et 65 % de ceux de l'industrie. La présence d'un nombre important de sièges sociaux d'entreprises industrielles et de sociétés de services, confère à Casablanca une fonction de commandement réelle sur tout un réseau d'unités de productions « de province » et partant, sur de très nombreux emplois, industriels et miniers pour l'essentiel.

La grande mosquée de Hassan II en cours de construction.

Vue du centre de Casablanca à l'arrière plan la mosquée de Hassan II.

- 15 Au plan commercial le poids de la ville est également considérable si l'on en juge par le nombre d'établissements de commerce de gros (plus d'un millier) et par l'amplitude régionale voire nationale de leur rayonnement territorial. Casablanca qui concentre entre 80 et 100 %, selon les produits, de la fonction commerciale du pays, a progressivement destitué Fès de son rôle prééminent en la matière, sans pour autant éliminer les Fassis qui y ont émigré en masse et continuent de contrôler le commerce

en gros. Siège des plus importants établissements du grand commerce, elle occupe pratiquement une position de monopole dans l'import-export, qui s'explique à la fois par l'intensité du trafic des marchandises généré par son port et par les très grandes capacités du marché de consommation de sa population urbaine.

- 16 Ces activités de commandement dans les secteurs industriel, financier et commercial, sont complétées et soutenues par un dispositif de services de haut niveau à caractère culturel, social et récréatif. La ville s'est dotée d'un équipement hôtelier tourné essentiellement vers le tourisme d'affaires, et qui n'a rien à envier à celui des grandes villes impériales. Son université qui regroupe huit facultés, cinq Instituts et Écoles supérieures accueille en 1990 près de 40 000 étudiants, ce qui la place à la tête des villes universitaires du pays. Dans le secteur de la Santé, elle est le deuxième pôle hospitalier après Rabat, mais sa place est prépondérante au niveau des services de la médecine privée.
- 17 Cette accumulation de population et d'activités se traduit par un impressionnant étalement urbain. Sa superficie atteint actuellement 15 000 ha pour le périmètre urbain municipal et plus de 100 000 ha pour l'ensemble de la wilaya. Cette formidable extension de l'agglomération s'est traduite dans l'espace par une forte densité du tissu urbain et de ses composantes socio-économiques, avec une grande variété d'habitats. Six grandes zones se détachent au sein de la topographie des quartiers de Casablanca : la Médina qui concentre 60 000 habitants sur 45 ha soit une densité de 1 100 habitants à l'ha ; petite, taudifiée mais active, elle paraît absorbée par l'imposant centre d'affaires, symbole du rayonnement économique et du dynamisme foncier de la ville, qui rassemble autour de la place Mohammed V les activités tertiaires de haut niveau. Très typé architecturalement et occupant 600 ha, ce noyau urbain d'aspect très occidental essaime ses implantations d'activités autour de pôles périphériques aux fonctions relativement spécialisées ; à l'est, les quartiers industriels qui couvrent le territoire de la préfecture d'Aïn Sebaa Hay-Mohammedi, et où se concentrent la quasi totalité des grosses unités ; les secteurs mixtes entourant les quartiers de la ville, (Maarif, Beauséjour, Nouvelle Médina) où se mêlent des établissements industriels et tertiaires et des habitats résidentiels, occupés essentiellement par les classes moyennes de la population ; le quartier des villas à l'ouest de la ville et adossé le long de la mer, qui occupe une superficie importante (2 500 ha) et qui abrite dans de très riches et confortables demeures notamment à Anfa, la moyenne et grande bourgeoisie. L'habitat économique enfin qui reste le plus étendu (plus du tiers de la surface) et le plus peuplé (46 %), et dont l'extension prévisible dans l'avenir devrait contribuer au recasement des gros bidonvilles émiettés dans la zone Sud-Sud Est de l'agglomération.
- 18 Cette anatomie descriptive ne saurait faire oublier les divers types de pathologies qui ont affecté la structure et le fonctionnement du tissu urbain de Casablanca, au cours de son développement récent, et qui continuent de menacer les fondements de sa croissance future, en dépit des efforts entrepris par les autorités locales et étatiques pour l'inscrire dans une politique plus équilibrée de restructuration et d'aménagement de l'espace. L'histoire des trois dernières décennies montre à l'évidence que cette ville, à l'instar des grandes métropoles, non seulement, n'a pas échappé aux problèmes communs d'urbanisation (surpeuplement, sous-habitat, taudification, chômage, sous-emploi, insécurité...) mais qu'elle les a vécus de manière particulièrement aiguë, voire explosive. A trois reprises en 1965, en 1981 et en 1990, Casablanca a manifesté sa réponse brutale et violente à la crise profonde et multiple qui a accompagné son hyper-

urbanisation, et a pris le risque de s'enfoncer dans la spirale émeute-répression pour exprimer à la société son désarroi et à l'État son désaveu. Derrière l'apparence rassurante de son imposante domination démographique, économique et financière, Casablanca apparaît comme un microcosme de toute la société marocaine où les contradictions sociales les plus frappantes affleurent, et peuvent à tout moment et au moindre prétexte – exclusion scolaire, suppression de subventions, gel des salaires – dégénérer en véritables révoltes de type bidonville ou « de la faim » comme on les dénomma en 1981. En corollaire des chiffres édifiants qu'elle affiche dans la concentration des activités et des richesses nationales, c'est à Casablanca que se mesurent tous les effets pervers qui sont induits du poids des jeunes (1,6 millions de moins de 15 ans en 1981) du poids des inactifs (30 % de chômeurs pour la tranche des 20-24 ans) et du poids des sous-logés et des pauvres (près d'un tiers entassé dans les bidonvilles et en deçà du seuil de pauvreté). C'est ce qui explique sans doute le traitement et le statut particuliers qu'à tenu à lui accorder le législateur dans l'organisation administrative chargée de l'urbanisme. Dans la charte communale de 1976, qui a découpé la municipalité en 5 communes urbaines, Casablanca se voit dotée d'une Communauté urbaine, organisme chargé des intérêts intercommunaux. Mal adapté aux besoins effectifs comme aux ressources socio-économiques des communes, ce découpage est modifié en 1981 sous la pression des événements dans un double objectif : coller davantage aux réalités locales, et assurer une présence plus effective de l'autorité publique. Casablanca est scindée en 5 préfectures, groupées dans une nouvelle structure, la wilaya. La nouvelle conception de l'aménagement urbain qui inspire cette réforme a pour principes directeurs, la lutte contre l'exode rural et la décongestion de la grande métropole. A l'expérience, cette nouvelle formule de gestion urbaine s'avère peu efficace, car mal coordonnée, plusieurs entités administratives se partageant les responsabilités de l'aménagement urbain : les communes, la communauté urbaine, les préfectures, la wilaya et la Direction de l'Habitat et de l'aménagement du territoire. En 1985, une sixième préfecture voit le jour, un an après la création de l'Agence urbaine de Casablanca, (A.U.C.), établissement public relativement autonome chargé précisément de coordonner et d'orchestrer tous les efforts dans le domaine de l'urbanisme. Pour atteindre ce but, l'agence est investie d'une triple mission : établir et suivre l'exécution des documents d'urbanisme, notamment ceux liés au Schéma Directeur d'aménagement urbain décrété et approuvé en 1984 ; maîtriser les opérations foncières et immobilières d'aménagement urbain ; assumer la plus large concertation des acteurs aux plans local et national, et la coordination des actions des différentes instances compétentes. Quatre ans après sa création, le bilan de son action paraît inégal et contrasté : au plan de l'urbanisme prospectif, de nombreux textes et études ont été élaborés, et quelques projets arrêtés en matière d'équipements d'infrastructure (transports, assainissement liquide et solide, logement) d'équipements de superstructure (Grande Mosquée Hassan II, théâtre, sauvegarde du patrimoine architectural...) et d'environnement urbain (hygiène, embellissement et espaces plantés) ; au plan de l'urbanisme réglementaire, le bilan quantitatif paraît consistant, et sa crédibilité semble s'affirmer dans l'évolution progressive des mentalités et des pratiques locales au regard de la planification urbaine et de son application ; au plan opérationnel de cet urbanisme, son rôle pourtant déterminant, est assez limité, en raison de l'insuffisance de ses moyens, notamment financiers.

- 19 Parmi les tous derniers projets, l'AUC a conçu le réaménagement des abords de la Grande Mosquée dont l'édification est en voie d'achèvement. Cette opération portera sur la rénovation d'un tissu urbain dense qui occupe 4,5 ha. Elle prévoit la démolition de toutes les constructions comprises dans ce périmètre pour bâtir une cité nouvelle conforme aux normes nouvelles de l'urbanisme. Le passage d'un réseau routier de 1,8 km sera l'axe principal de cet espace urbain où des immeubles mariant l'architecture traditionnelle au style moderne abriteront à la fois des appartements, des commerces et des bureaux. Ce réseau routier doit relier la Grande Mosquée Hassan II aux futurs Théâtre et Palais des Congrès dont la construction a pris du retard en raison de certaines difficultés financières. Le secteur concerné par cette opération abrite dans des constructions anarchiques datant du Protectorat 5 000 ménages, dont le relogement estimé à 600 millions de DH pour la première étape a été confié à la Société Nationale d'aménagement communal. Mais là encore l'opération n'a pas encore démarré, faute de moyens financiers conséquents.
- 20 D'autres projets sont à l'étude ou en cours de réalisation, qui exigent pour la plupart des investissements publics considérables : 15 milliards de DH pour les grands travaux d'infrastructures tels que le Palais des Congrès, le grand Théâtre, la résorption de bidonvilles, l'aménagement de 4 zones industrielles ; 3 milliards de DH pour la réalisation du métro et 6,5 milliards de DH pour l'assainissement, que la pression de l'urbanisation vers le Sud rend à la fois problématique et urgent en raison de la vétusté d'un réseau prévu pour une population de 500 000 habitants. Malgré la conjoncture de redressement économique imposée au Maroc par le FMI et la Banque mondiale depuis 1983 et les consignes de réduction des investissements publics, l'État s'est engagé à soutenir voire à relayer les finances locales pour supporter le coût élevé de ces réaménagements urbains. C'est dire qu'ils représentent au delà des nécessités sociales et hygiéniques, un enjeu majeur pour la stabilité politique du pays, et pour le succès du programme d'ajustement structurel dont elle dépend largement.

BIBLIOGRAPHIE

E.B.

ADAM A., *Histoire de Casablanca, des origines à 1914*. Aix-en-Provence, 1968.

ADAM A., *Casablanca. Essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident*. 2^e édition, Paris, 1972, 2 vol.

BOURDON G., *Ce que j'ai vu au Maroc. Les journées de Casablanca*, Paris, 1908. *Villes et tribus du Maroc. Casablanca et la Chaouïa*. Mission scientifique au Maroc, Paris, 1915.

CELERIER J., « Les conditions géographiques du développement de Casablanca ». *Rev. de Géogr. maroc*, mai 1939.

JOLY F., « Casablanca. Éléments pour une étude de géographie urbaine. » *Cahiers d'Outre-Mer*, avril-juin 1948.

MIEGE J.-L. et HUGUES E., *Les Européens à Casablanca au XIX^e siècle (1856-1906)*, Paris, 1954.

MIEGE J.-L., « Les origines du développement de Casablanca au XIX^e siècle », *Hespéris*, t. 23, 1953, p. 129-226.

REY E., *Souvenirs d'un voyage au Maroc*, Paris, 1844.

WEISGERBER F., *Casablanca et les Chaouiïas en 1900*. Casablanca, 1935.

J.-C. Santucci

Atlas de la Wilaya du Grand Casablanca, *Planches et notice 4a et 4b : Le centre d'affaires de Casablanca*. Éditions G.R.E.C., Faculté des Lettres et des Sciences Humaines I, Université Hassan II et URBAMA, Université de Tours, 1986. France.

BADUEL P.R. et Alii, *États, territoires et terroirs au Maghreb*. Paris, CNRS, 1985, 430 p.

BENCHERIFA A. et POPP H., *Le Maroc, espace et société*. Actes du colloque maroco-allemand. Passau – Passavia Universitat Verlag, 1990, 286 p.

BROWN K. et alii, *État, ville et mouvements sociaux au Maghreb et au Moyen Orient*, Paris, L'Harmattan, 1989.

Bulletin du réseau scientifique et documentaire. États, villes, rapports sociaux et mouvements urbains dans le monde arabe, n° 1, 1985 et n° 5, 1986.

DAOUD Z., « La crise de Casablanca ». *Lamalif*, 1981 (Juillet-Août), 17-31.

DUCHAC R. et alii, *Villes et Sociétés au Maghreb. Études sur l'urbanisation*. Paris, CNRS, 1974, 232 p.

ESCALLIER R., « Espace urbain et flux migratoires : le cas de la métropole économique marocaine Casablanca ». *Méditerranée*, tome 38, 1980 (1) : 3-14.

ESCALLIER R., *Citadins et espace urbain au Maroc*. Tours, URBAMA, 2 tomes rééd. 1984, 407 p.

G.R.E.C., *Dossier bibliographique sur le Grand Casablanca*. Casablanca, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, 1967, 56 p.

G.R.E.C., *Actes du Colloque de Casablanca*. Casablanca, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, 1988, 255 p.

KAIOUA A., *L'espace industriel marocain de Kénitra à Casablanca*. Tours, URBAMA. fascicule 13, 1984, 324 p.

KAIOUA A., *Casablanca, métropole économique du Maroc*. Annales de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines I, Aïn Chock n° 1, 1984, p. 67-81.

KAIOUA A., « Casablanca, gestion économique et polarisation de l'espace, essai d'analyse du pouvoir de commandement » in *Bulletin de la société languedocienne de géographie*, Montpellier, n° spécial, tome XX, fascicule 2-3, 1986.

MOUJID R., *L'Agence urbaine de Casablanca*. Casablanca, Afrique Orient, 1989, 208 p.

SAADI M.S., *Concentration financière et formation des groupes privés marocains*. Thèse d'État, Université Paris IX Dauphine, 1984.

SANTUCCI J.C., *Chroniques politiques marocaines - 1971-1982*, Paris, CNRS, 1985, 282 p.

SANTUCCI J.C. (sous la direction), *Le Maroc actuel, une modernisation au miroir de la tradition ?* Paris, CNRS, 1992, 439 p.

TROIN J.F., « Le centre d'affaires de Casablanca, extension et démultiplication » in *Bulletin de la Société languedocienne de géographie*, n° spécial, 1986.

TROIN J.F., « La connurbation littorale marocaine ». *Maghreb-Machrek*, oct-Déc 1987 : 71-85.

TROIN J.F., (sous la direction), *Éléments sur les centres-villes dans le monde arabe*. URBAMA, Tours, 1987.

INDEX

Mots-clés : Commerce, Histoire contemporaine, Histoire, Maroc, Ville